

Digitalisation de l'impôt et ses impacts : Une analyse à travers la littérature.

Digitalisation of taxation and its impacts: An analysis based on the literature

HASSOUNI Kenza

Doctorante

Faculté des sciences juridiques économiques et sociale

Université Sidi Mohamed Ben Abdellah Fès

Etudes et Recherches en Management des Organisations et des Territoires (ERMOT)

Maroc

BAADDI Mohammed

Enseignant chercheur

Faculté des sciences juridiques économiques et sociale

Université Sidi Mohamed Ben Abdellah Fès

Etudes et Recherches en Management des Organisations et des Territoires (ERMOT)

Maroc

Date de soumission : 22/11/2025

Date d'acceptation : 17/01/2025

Pour citer cet article :

HASSOUNI K & BAADDI M (2025) « Digitalisation de l'impôt et ses impacts : Une analyse à travers la littérature. », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 9 : numéro 4 » pp : 293-313.

Résumé

La digitalisation est un sujet d'actualité qui a touché tous les secteurs et toutes les organisations, y compris l'administration fiscale. La digitalisation de l'impôt représente une transformation majeure des systèmes fiscaux contemporains. En intégrant les technologies numériques telles que l'automatisation des déclarations, la facturation électronique, les plateformes de paiement en ligne et l'analyse de données massives, les administrations fiscales se réinventent autour de principes d'efficacité, de transparence et de traçabilité. Au Maroc, cette transformation est devenue une priorité stratégique, car elle contribue à renforcer l'efficacité du système fiscal en automatisant de nombreuses opérations auparavant manuelles, ce qui permet de réduire les coûts, d'accélérer les délais de traitement et d'améliorer la qualité du service rendu. Dans ce contexte, notre article s'intéresse aux impacts de la transformation digitale sur le système fiscal, en mettant en évidence les opportunités qu'elle offre en matière de modernisation des services fiscaux, d'amélioration de la performance administrative et de renforcement de la transparence. Elle proposera une étude exploratoire basée sur l'analyse documentaire allant de 2015 à 2025. Nous adopterons une analyse approfondie de la littérature a ensuite été adoptée afin d'extraire et de synthétiser les informations clés des différentes sources.

Mots clés : digitalisation, administration fiscal, impôt, revue de littérature, Maroc

Abstract

Digitalisation has emerged as a key transformative phenomenon impacting all sectors and organisations, including tax administrations. The digitisation of taxation represents a major transformation of contemporary tax systems. By integrating digital technologies such as automated filing, electronic invoicing, online payment platforms and big data analytics, tax authorities are reinventing themselves around the principles of efficiency, transparency and traceability. In Morocco, this transformation has become a strategic priority, as it helps to strengthen the efficiency of the tax system by automating many previously manual operations, speeding up processing times and improving the quality of service provided. This paper looks at how digital transformation is affecting the tax system, highlighting the opportunities it offers for modernising tax services, improving administrative performance, and increasing transparency. It will present an exploratory study based on a review of activity reports from 2015 to 2025. We will adopt a thorough analysis of the literature was then adopted in order to extract and synthesise key information from the various sources.

Keywords : digitalisation, tax administration, taxation, literature review, Morocco

Introduction

Au cours de ces dernières années, la digitalisation des processus fiscaux vise à améliorer l'efficacité, la transparence et la conformité des systèmes d'imposition. L'essor des technologies telles que l'intelligence artificielle, la blockchain et l'automatisation des données modifie la relation entre les contribuables et les administrations fiscales. La digitalisation des impôts transforme en profondeur les systèmes fiscaux à travers le monde. La digitalisation du secteur fiscal représente aujourd'hui un enjeu majeur pour de nombreux pays, y compris le Maroc. Elle s'inscrit dans une dynamique mondiale de modernisation et d'optimisation des administrations fiscales à travers l'intégration des technologies numériques. La digitalisation de l'économie et son impact sur la fiscalité ont suscité de vifs débats académiques dans les années 1990. L'essor fulgurant d'Internet et des télécommunications a remis en question le concept même d'établissement stable (ES), poussant ainsi les gouvernements à repenser et à adapter leurs politiques et règles fiscales (Polezharova & Krasnobaeva, 2020).

Le concept de digitalisation fiscale évoque la transformation des processus fiscaux classiques via l'usage intensif des technologies de l'information et de la communication (TIC). Cette transformation repose sur l'utilisation de solutions informatiques avancées pour la collecte, le traitement et l'analyse des données fiscales, ainsi que pour faciliter les échanges entre les administrations fiscales et les contribuables. Son objectif principal est d'améliorer l'efficacité, la transparence et la performance du système fiscal.

Le Maroc a mis en place un ensemble de programmes nationaux visant à favoriser le développement du numérique. Cette transformation digitale constitue un axe stratégique dans le plan national de la réforme de l'administration, elle a permis une dématérialisation d'un grand nombre de service, et une simplification de plusieurs démarches et procédures administratives, à travers la mise en place des systèmes d'information intégrés et des plateformes de gestion (Rachad & Kamal, 2025).

Par ailleurs, la digitalisation de l'impôt s'inscrit dans un mouvement global de transformation numérique qui redéfinit les modes de gouvernance publique. De nombreux travaux soulignent que l'adoption de technologies numériques dans le domaine fiscal ne se limite pas à une simple modernisation technique : elle entraîne une reconfiguration profonde des pratiques administratives, des modèles de contrôle et des interactions avec les contribuables. Les administrations fiscales cherchent désormais à développer une approche plus proactive, prédictive et orientée vers la gestion intelligente des données. Cette évolution répond non seulement à la nécessité d'améliorer la performance des services publics, mais également à

celle de lutter contre la fraude fiscale, d'élargir l'assiette fiscale et de renforcer la confiance entre l'État et les citoyens. Ainsi, la digitalisation apparaît comme un levier stratégique permettant d'accompagner les mutations économiques tout en favorisant une meilleure gouvernance fiscale.

D'après ce constat, nous envisagerons d'explorer la relation entre la digitalisation et l'impôt en général. L'objectif est d'analyser comment cette digitalisation influence les procédures du système fiscal. Dans ce sens, la problématique identifiée dans cette situation s'articule autour de la question suivante : **Comment la digitalisation transforme-t-elle le système fiscal et les procédures de gestion de l'impôt ?** Nous aborderons d'abord l'importance de cette transformation digitale dans la fiscalité d'une manière globale, et par la suite la clarification des concepts fondamentaux liés à la fiscalité et la digitalisation. Les principales approches théoriques mobilisées dans les travaux portant sur la digitalisation de l'impôt sont ensuite présentées. Puis, la méthodologie retenue pour analyser l'impact de ces outils sur l'optimisation fiscale au Maroc est exposée dans la section suivante. Enfin, nous examinerons l'impact des outils numériques sur optimisation fiscale au Maroc.

1. Revue de littérature

1.1. Digitalisation fiscale : cadre conceptuel

La digitalisation n'est pas un phénomène nouveau : l'expression transformation digitale est apparue dès les années 2000. Elle implique l'identification, la mobilisation et l'organisation des ressources pour opérer une transition d'un état initial vers un état cible (Boumahdi & Ouashil, 2023). La digitalisation a augmenté l'offre de services financiers dans la plupart des pays. La digitalisation et l'analyse des big data ont conduit à la transformation des services digitaux, des produits financiers et de l'information financière (Dang et al., 2024).

La digitalisation revoie à l'utilisation intensive de la technologie numérique, et probablement de l'information numérisée, permettant la création de nouvelles façons de construction et de collection de la valeur. C'est un usage croissant des Technologies de l'Information et de la Communication dans l'ensemble de l'économie. De plus, la transformation digitale est le processus d'intégration des technologies dans les flux de travail organisationnels, basés sur des documents papier, afin renouveler les systèmes existants (Ibouh et al., 2022)

Grâce à la digitalisation, la vie sociale sera basée sur des infrastructures de communication et de médias numériques par le développement, la mise en œuvre de systèmes TIC, et les changements organisationnels concomitants (Gebre-Mariam & Bygstad, 2019).

Aussi, il représente l'introduction de diverses technologies numériques dans des secteurs d'activité, pour faire évoluer les pratiques traditionnelles vers une plus grande efficacité et une meilleure accessibilité des services (Adaifi & Lakrarsi, 2025).

De plus, la digitalisation s'accompagne également d'une évolution profonde des modes de fonctionnement des organisations publiques et privées. Elle favorise la mise en place de processus plus intégrés, grâce à des systèmes d'information capables de centraliser et de synchroniser les flux de données. Cette dynamique permet non seulement d'améliorer la qualité des services rendus, mais aussi de renforcer la capacité d'analyse et d'anticipation des acteurs. Plusieurs travaux soulignent que la digitalisation crée de nouvelles formes de coordination et de gestion, fondées sur la rapidité de transmission de l'information, la réduction des délais de traitement et l'optimisation des ressources. Elle constitue ainsi un levier essentiel pour accompagner les transformations économiques et répondre aux exigences croissantes de performance et de transparence (Opeyemi et al., 2022).

Par ailleurs, la digitalisation fiscale fait référence à la transformation des procédures fiscales traditionnelles grâce à l'exploitation poussée des technologies de l'information et de la communication. Cette transition implique l'utilisation de systèmes informatiques sophistiqués pour la collecte, le traitement et l'examen des données fiscales, ainsi que pour l'interaction entre les autorités fiscales et les citoyens assujettis à l'impôt. Elle vise à améliorer l'efficacité, la rentabilité et la transparence du système fiscal (Erragzi, 2024).

1.2. Fiscalité : cadre conceptuel

La fiscalité désigne l'ensemble des règles, des lois et des pratiques relatives à la perception des impôts et taxes par les pouvoirs publics. Elle constitue un instrument essentiel de politique économique et sociale, permettant à l'État de financer les dépenses publiques, de redistribuer les richesses et d'influencer le comportement des agents économiques (Monnier, 2010). La fiscalité repose sur plusieurs principes, tels que l'équité, l'efficacité, la neutralité et la simplicité, et se décline à travers différents types d'impositions : directes, indirectes, nationales ou locales (Girardin, 2023).

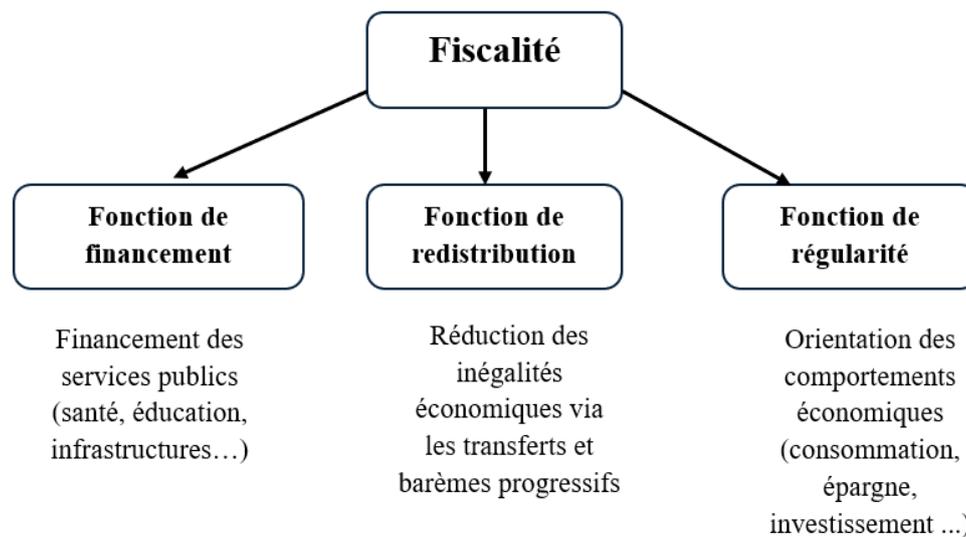
L'impôt, en tant qu'instrument central de la fiscalité, se définit comme un prélèvement pécuniaire obligatoire, sans contrepartie directe, permettant de financer les charges publiques selon la capacité contributive des citoyens. Il est défini aussi comme « *une prestation pécuniaire requise des citoyens par voie d'autorité, à titre définitif et sans contrepartie, en vue de la couverture des charges publiques* » (Girondeau, 2021).

À travers l'impôt, l'État exerce également une fonction d'incitation et de régulation des comportements économiques, en orientant la consommation, l'épargne et l'investissement dans des directions considérées comme prioritaires pour le développement économique et social (Monnier, 2010).

La fiscalité s'inscrit également dans un cadre institutionnel et juridique qui reflète les choix de gouvernance d'un pays. Elle constitue un outil de pilotage permettant d'assurer l'équilibre budgétaire tout en soutenant les priorités nationales, qu'il s'agisse du développement économique, de la cohésion sociale ou de l'investissement public. Dans cette perspective, la fiscalité ne se limite pas à un ensemble de prélèvements : elle traduit une vision de l'organisation de la société et du rôle que l'État entend jouer dans la redistribution et la régulation. Plusieurs auteurs soulignent que les systèmes fiscaux modernes sont appelés à concilier des objectifs parfois contradictoires, comme la mobilisation des ressources, l'encouragement de la compétitivité économique et la préservation de l'équité sociale. Cette complexité confère à la fiscalité une place centrale dans la mise en œuvre des politiques publiques, tout en exigeant une adaptation continue aux transformations économiques et sociales (Bourreau et al., 2018).

A l'ère du digital, l'impôt connaît une transformation profonde tant dans ses modes de gestion que dans sa perception par les contribuables. Cette transition numérique favorise également une meilleure expérience contribuable en offrant des services en ligne accessibles, instantanés et personnalisés, tout en transformant la relation entre l'administration fiscale et les citoyens dans une logique de confiance et de transparence (PWC, 2022). Ainsi, l'impôt, bien qu'il conserve sa nature de prélèvement obligatoire au service de l'intérêt général, se réinvente grâce aux technologies numériques pour s'adapter aux exigences d'efficacité, d'équité et de modernisation de l'administration publique (Assouline & Glon, 2018).

Figure N°1 : Les fonctions fondamentales de la fiscalité dans l'économie



Source : Les auteurs

1.3. La digitalisation de l'impôt : fondements théoriques

La digitalisation de l'impôt s'inscrit dans un processus complexe et multidimensionnel, qui englobe à la fois l'intégration des technologies numériques par les contribuables et les entreprises, ainsi qu'une transformation profonde des structures, des pratiques et des modes de fonctionnement des administrations fiscales (Adaifi & Lakrarsi, 2025). La littérature existante aborde cette transformation à travers plusieurs perspectives théoriques complémentaires, mettant en lumière les dynamiques d'adoption des services fiscaux numériques, les déterminants de leur acceptation par les usagers, ainsi que les implications organisationnelles et institutionnelles de la modernisation numérique de l'action publique.

Premièrement, la théorie de la diffusion des innovations, développée par (ROGERS et al., 2009), constitue un cadre analytique largement mobilisé pour comprendre la propagation des technologies numériques au sein des organisations. Elle postule que l'adoption d'une innovation dépend principalement de la perception de son avantage relatif par rapport aux pratiques existantes, de sa compatibilité avec les valeurs et les routines des utilisateurs, de sa complexité perçue, ainsi que de la possibilité d'en observer et d'en tester les bénéfices (Adaifi & Lakrarsi, 2025) .

Dans le domaine fiscal, la digitalisation des services tels que la déclaration et le paiement électroniques s'inscrit dans cette dynamique, où l'adoption par les contribuables et les entreprises dépend de la perception des bénéfices associés aux technologies mises en œuvre. Plusieurs études soulignent que les services fiscaux numériques sont plus largement adoptés lorsqu'ils sont perçus comme offrant un avantage relatif clair, notamment en termes de gain

de temps, de simplification des procédures et de réduction des coûts de conformité fiscale (Twizeyimana & Andersson, 2019). Toutefois, la littérature récente met également en évidence des obstacles importants à la diffusion des innovations fiscales digitales. La résistance au changement, le manque de compétences numériques, ainsi que la complexité perçue des plateformes fiscales constituent des freins récurrents à l'adoption, en particulier dans les économies en développement et les contextes institutionnels fragiles (Wenjuan, 2021).

Deuxièmement, les modèles d'acceptation de la technologie, tels que le Technology Acceptance Model (TAM) et la Unified Theory of Acceptance and Use of Technology (UTAUT), constituent des cadres théoriques largement utilisés pour expliquer pourquoi et comment les usagers adoptent des systèmes numériques dans divers contextes, y compris les services publics. Ces modèles partent du principe que l'intention d'usage et l'utilisation effective d'un système dépendent de facteurs cognitifs tels que l'utilité perçue, la facilité d'utilisation et d'autres variables psychosociales comme la confiance et les conditions facilitantes qui influent sur le comportement d'utilisation (Houda et al., 2023).

Toutefois, la littérature récente souligne également l'importance du risque perçu, notamment en matière de sécurité des données, d'erreurs déclaratives et de sanctions fiscales, ainsi que de la confiance dans les plateformes numériques et dans l'administration fiscale. Ainsi, l'acceptation des services fiscaux digitaux ne repose pas uniquement sur des considérations techniques, mais également sur des dimensions psychologiques et relationnelles liées à la confiance et à la transparence (Elbourassi & Elabbadi, 2022).

Troisièmement, l'approche du New Public Management et les théories de l'e-gouvernance permettent d'analyser la digitalisation de l'impôt comme un levier de modernisation de l'action publique. Dans cette perspective, les technologies numériques sont mobilisées afin d'améliorer la performance des administrations fiscales, de renforcer la transparence et la redevabilité, et d'optimiser les processus internes (Mountasser & Abdellatif, 2023). La littérature met en évidence que la digitalisation contribue à l'automatisation des procédures fiscales, à l'amélioration du recouvrement des recettes et à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Par ailleurs, l'e-gouvernance favorise une relation plus interactive et plus transparente entre l'administration fiscale et les contribuables, renforçant ainsi la confiance et la conformité volontaire. Toutefois, ces transformations supposent des capacités organisationnelles, humaines et technologiques adéquates, sans lesquelles les bénéfices attendus de la digitalisation peuvent demeurer limités (Lotfi, 2022).

2. Méthodologie

Dans le cadre de cette recherche consacrée à l'étude du lien entre la digitalisation et les impôts, nous avons adopté une méthodologie rigoureuse reposant sur une analyse approfondie de la littérature scientifique. À cet effet, nous avons retenu une revue systématique de la littérature existante entre 2015 à 2025. Pour mener notre revue de la littérature, nous avons utilisé Scopus comme base de données scientifique, reconnue pour sa fiabilité et la qualité des publications qu'elle contient ainsi que Google Scholar a été mobilisé comme base de données complémentaire afin de contextualiser l'analyse de la littérature au niveau du contexte Marocain. Elle permet ainsi d'identifier des contributions spécifiques au contexte marocain, souvent peu couvertes par les bases de données internationales classiques. Ce choix de ces deux bases de données, se justifie par la richesse et la diversité des travaux académiques, incluant des articles scientifiques, des actes de conférences portant sur la fiscalité et la digitalisation dans les pays en développement.

La collecte par mots-clés est utilisée pour sélectionner les articles les plus pertinentes portant sur notre question de recherche à l'aide de la requête de recherche suivante : TITLE-ABS-KEY ("digital" AND "taxation"). Notre sélection d'articles s'est basée sur plusieurs critères (tableau 1) pour assurer la pertinence et la qualité des sources utilisées (Figure 2). Nous avons pris en compte différents types de publications scientifiques, y compris :

- Des revues de la littérature, offrant une vue d'ensemble de la recherche existante sur la digitalisation de système fiscal.
- Des articles de recherche empiriques et théoriques, fournissant des résultats concrets et des perspectives analytiques sur les effets de la digitalisation dans ce secteur.

Afin de garantir que les données que nous avons utilisées sont aussi actuelles et pertinentes que possible, nous avons appliqué plusieurs filtres de sélection. Nous avons limité notre analyse aux publications :

- Publiées après 2015, pour tenir compte des évolutions récentes liées à la digitalisation et aux avancées technologiques en matière de fiscalité.
- Rédigées en anglais ou en français, afin de garantir l'accès à une diversité de perspectives académiques et pratiques.
- Librement accessibles, dans le but de privilégier les sources ouvertes à la communauté scientifique.

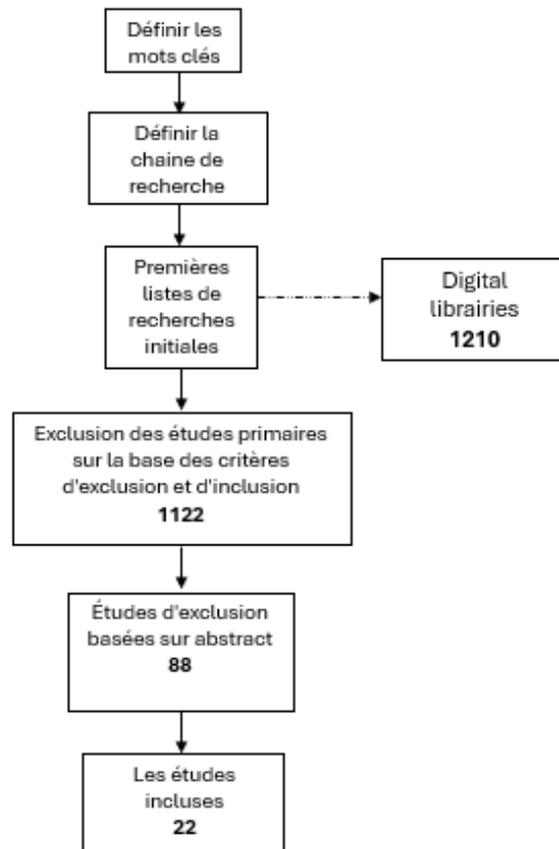
Grâce à cette méthodologie rigoureuse, nous avons pu sélectionner un corpus de 22 articles en lien direct avec notre problématique, permettant d'identifier les tendances, variables clés, leviers et freins liés à la digitalisation fiscale. Cette approche nous a également permis de faire une analyse de contenu pour comparer les résultats selon les contextes étudiés, offrant une vision nuancée des impacts de la digitalisation sur l'efficacité fiscale et de dégager des pistes de réflexion utiles pour les décideurs.

Tableau N°1 : Critères de sélection

Critères d'inclusion	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les articles en libre accès. • Les publications entre 2015 et 2025. • Les publications qui traitent la digitalisation du système fiscal.
Critères d'exclusions	<ul style="list-style-type: none"> • Les recherches autres langues que français et anglais. • Hors relation avec le sujet.

Source : Les auteurs.

Figure N°2 : Processus de recherche : SCOPUS.



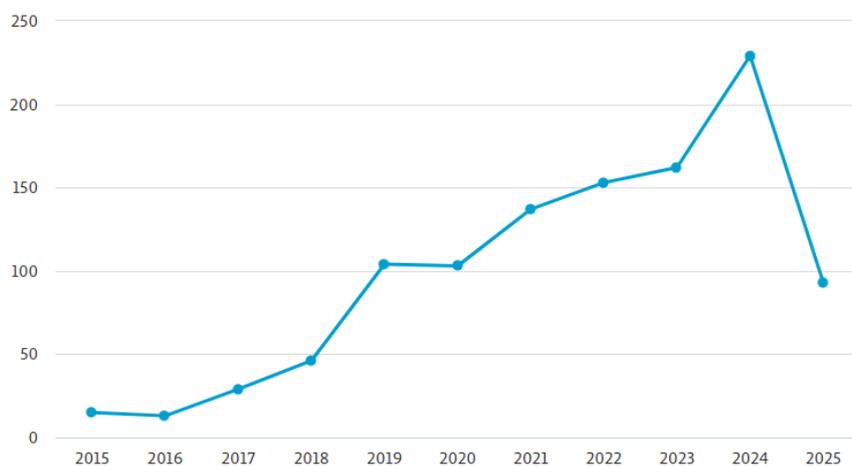
Source : Les auteurs.

3. Discussion des résultats

3.1. Synthèse des études sectionnées

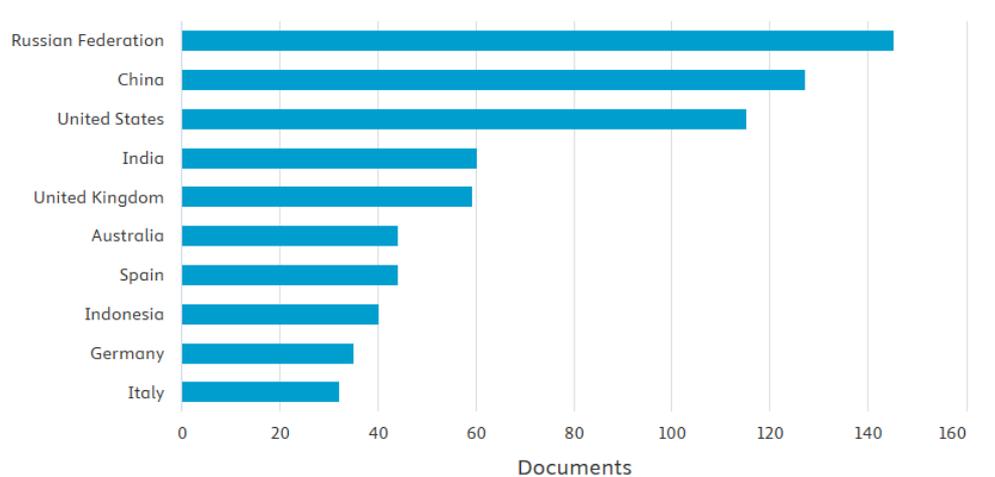
La figure suivante représente l'évolution du nombre d'articles publiés sur « digital » et « taxation » par an entre 2015 et 2025. Le nombre de publication suit une dynamique croissante sur la période, marquée par plusieurs phases. En premier lieu entre 2015 et 2018, le nombre de publications progresse lentement mais régulièrement. Par la suite, une forte augmentation est enregistrée en 2019, suivie d'une légère stagnation en 2020. À partir de 2021, la tendance repart à la hausse, atteignant un pic en 2024 avec le plus grand nombre d'articles publiés sur toute la période étudiée.

Figure N°3 : L'évolution de la recherche.



Source : Base de données SCOPUS

On observe dans la figure 3 une concentration évidente de la publication académique dans certaines nations, avec la Fédération de Russie en première position, comptabilisant environ 155 publications, suivie par la Chine et les États-Unis. Ces trois nations représentent à elles seules une proportion considérable des documents identifiés, ce qui souligne leur développement en matière de digitalisation de systèmes fiscaux. Par la suite, l'Inde et le Royaume-Uni présente un volume de publications modéré, témoignant également d'un intérêt grandissant pour l'innovation fiscale. Toutefois, des pays tels que l'Italie, l'Allemagne ou l'Indonésie présentent une production moins importante, ce qui peut être dû soit à une moindre reconnaissance internationale de leurs travaux, soit à un développement encore restreint des systèmes fiscaux numériques.

Figure N°4 : Nombre de publications par pays.

Source : Base de données SCOPUS

Selon (Mpofu & Mhlanga, 2022) , l'industrie 4.0 est définie comme l'émergence de systèmes cyber-physiques qui offrent aux personnes et aux machines de nouvelles capacités. L'économie digital s'est développée de manière spectaculaire dans l'environnement mondial, et de nombreux pays en développement, y compris des pays africains, ont connu un pic d'activité numérique au cours des dernières années. La croissance de l'économie numérique a entraîné une augmentation des services financiers numériques (SFN) en Afrique et dans d'autres régions en développement.

Ces deux auteurs proposent une réflexion théorique novatrice sur la fiscalité à l'ère du numérique, en mettant en lumière les tensions qui émergent entre la nécessité de mobiliser des ressources fiscales et les dynamiques de transformation digitale dans les économies africaines. En plein essor grâce à la quatrième révolution industrielle, les auteurs soutiennent les services financiers numériques qui constituent à la fois une opportunité pour élargir l'assiette fiscale et un levier essentiel pour l'inclusion financière. Toutefois, ils alertent sur les risques de distorsions économiques et d'effets régressifs qu'une taxation mal conçue pourrait engendrer, notamment en pénalisant les usagers à faibles revenus et en freinant l'adoption des outils digitaux (Mpofu, 2022).

Comme le souligne (Omodero & Okafor, 2021), une contribution significative à la compréhension du lien entre financement digital et fiscalité à l'ère de la quatrième révolution industrielle. En s'appuyant sur la théorie de la diffusion de l'innovation (Sahin, 2006), ils analysent empiriquement l'impact des outils de finance numérique notamment les guichets automatiques (ATM), les terminaux de paiement électronique (POS) et les plateformes web

sur les recettes fiscales au Nigeria entre 2006 et 2019. Par la suite, ils révèlent que seuls les ATM ont un effet significatif sur l'augmentation des revenus fiscaux, tandis que les autres outils restent sous-utilisés (Omodero & Okafor, 2021). D'autre part (Samusevych et al., 2024) contribue à une meilleure compréhension des enjeux de justice fiscale, d'équité et d'efficacité dans un contexte de digitalisation rapide, en plaidant pour une architecture fiscale adaptée aux spécificités des économies numériques émergentes.

De même (Mayburov, 2019) met en lumière sur l'importance de l'adoption technologique dans l'amélioration du recouvrement fiscal, tout en soulignant les défis liés à l'infrastructure numérique, à la sensibilisation des contribuables et à l'interopérabilité des systèmes. Les débats sur la fiscalité à l'ère digitale en intégrant les notions d'inclusion, d'accessibilité technologique et de performance des politiques fiscales dans les pays émergents.

D'après les propos de (Kirova et al., 2024) met en évidence l'impact structurant de la digitalisation sur le développement de l'administration fiscale en Russie. L'intégration progressive des technologies numériques, telles que les systèmes automatisés de contrôle, les plateformes de données fiscales et les systèmes de surveillance en temps réel, a permis de renforcer le contrôle fiscal, de réduire les fraudes et d'augmenter significativement les recettes publiques.

Théoriquement, la recherche suggère une analyse structurée de la digitalisation basée sur les critères traditionnels de la fiscalité (justice, efficacité, transparence), tout en intégrant la notion d'un cycle de vie technologique appliqué à l'innovation fiscale (Oliinyk et al., 2023). (Berger & Polezharova, 2023) soulignent aussi l'importance de trouver un équilibre entre l'efficacité des outils numériques et la protection des droits des contribuables, ainsi que l'accessibilité technologique. Ainsi, l'analyse proposée participe à l'évolution de la théorie de la fiscalité à l'ère numérique en tenant compte des enjeux liés à la gouvernance algorithmique, au suivi des flux économiques et à la transformation structurelle des mécanismes fiscaux au niveau national.

Il y a eu un débat intense entre les chercheurs sur les opportunités, les défis et les implications des taxes directes sur les DST en Afrique. En ce qui concerne les opportunités, la plupart des chercheurs font allusion aux possibilités de génération de revenus. Plusieurs chercheurs ont fait allusion à l'augmentation de la mobilisation des recettes fiscales émanant de la mise en œuvre des taxes numériques (Pobee et al., 2023).

3.2. Digitalisation du système fiscal marocain

Depuis les années 2010, la Direction Générale des Impôts au Maroc a initié une série de réformes numériques visant à modérer ses services, améliorer la relation avec les contribuables, renforcer la transparence et accroître la performance. Cette transformation s’inscrit dans une logique plus large d’e-gouvernance. La digitalisation de l’impôt au Maroc s’inscrit dans une dynamique de modernisation de l’administration fiscale, visant à renforcer son efficacité, sa transparence et sa relation avec les contribuables. Plusieurs études récentes ont analysé les effets de cette transformation numérique sur la performance de la Direction Générale des Impôts (DGI) et sur les usagers.

(Boumahdi & Ouashil, 2023) soulignent que l’intégration des technologies numériques a permis une amélioration notable de la productivité des agents fiscaux, une réduction des délais de traitement des dossiers et une meilleure transparence dans la gestion administrative. Dans la même perspective, (Aaboub & Maache, 2024) mettent en évidence un impact positif aussi bien sur l’efficacité interne de l’administration que sur la qualité perçue par les contribuables, insistant toutefois sur les disparités d’accès aux outils numériques, notamment en zones rurales.

(Lotfi, 2022) se focalise pour sa part sur la dimension financière, en démontrant que la digitalisation a favorisé une mobilisation accrue des recettes fiscales grâce à l’automatisation des processus de déclaration, de paiement et de contrôle, tout en soulignant la nécessité d’une stratégie intégrée pour garantir la pérennité des résultats.

Par ailleurs, l’étude qualitative de (Mohammed & Rim, 2024) apporte un éclairage centré sur les contribuables, révélant une perception globalement positive de la digitalisation, marquée par un gain de temps et de clarté, mais également des obstacles liés à la fracture numérique et à la complexité de certains services en ligne.

Enfin, (Rachad & Kamal, 2025) confirment l’existence d’un lien structurel entre transformation digitale et performance globale de la DGI, en insistant sur l’importance d’une gouvernance proactive incluant la formation, la cybersécurité et l’adaptation continue des systèmes. Ensemble, ces contributions convergent vers l’idée que la digitalisation de l’impôt constitue un levier stratégique de modernisation administrative, à condition d’être accompagnée par des efforts soutenus d’inclusion, d’alignement organisationnel et d’évaluation des impacts.

Tableau N°2 : Synthèse de quelques travaux.

Les publications retenues	Principaux apports
---------------------------	--------------------

(EL Mostafa EL GHIOUAN & ADNANI, 2023)	<ul style="list-style-type: none"> - Efficacité et satisfaction : La digitalisation améliore l'efficacité des services fiscaux et augmente la satisfaction des usagers. - Accessibilité : Les services fiscaux sont plus facilement accessibles en ligne, réduisant les contraintes de déplacement. - Inégalités régionales : Des disparités d'accès au numérique persistent, surtout dans les zones rurales.
(Rachad & Kamal, 2025)	<ul style="list-style-type: none"> - Performance institutionnelle : La digitalisation contribue à renforcer la performance globale des institutions en améliorant la coordination, la transparence et la qualité des services. - Gouvernance du changement : La réussite de la transformation numérique dépend d'une gouvernance efficace, capable d'anticiper les résistances et de piloter le changement de manière cohérente. - Formation et cybersécurité : La digitalisation nécessite des efforts en matière de formation du personnel et de renforcement de la cybersécurité pour garantir un usage sécurisé et maîtrisé des outils numériques.
(Boumahdi & Ouashil, 2023)	<ul style="list-style-type: none"> - Productivité accrue : La digitalisation permet aux agents d'être plus productifs grâce à l'automatisation des tâches répétitives. - Délais réduits : Les procédures sont traitées plus rapidement, ce qui optimise le service rendu. - Transparence renforcée : Les processus fiscaux deviennent plus clairs et traçables, favorisant la confiance des usagers.
(Lotfi, 2022)	<ul style="list-style-type: none"> - Recouvrement amélioré : L'automatisation favorise une hausse des recettes fiscales en rendant le recouvrement plus efficace. - Traçabilité accrue : Les opérations fiscales sont mieux suivies, ce qui limite les fraudes et erreurs. - Stratégie durable nécessaire : Une transformation numérique réussie exige une vision intégrée, planifiée et pérenne.
(Mohammed & Rim, 2024)	<ul style="list-style-type: none"> - Transparence accrue : La digitalisation rend les procédures

	<p>fiscales plus claires et accessibles.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gain de temps : Les démarches sont plus rapides grâce aux services en ligne. - Défis d'inclusion : La fracture numérique persiste, affectant notamment les PME et les publics peu alphabétisés.
--	---

Source : Les auteurs.

Conclusion

En guise de conclusion, nous avons examiné à travers cette analyse documentaire, l'effet de la digitalisation sur l'efficacité du dispositif fiscal. La digitalisation offre également des opportunités pour améliorer la transparence fiscale et renforcer la collecte des recettes, ce qui peut conduire à un environnement fiscal plus équitable et plus efficace dans sa contribution à la croissance économique.

Les résultats montrent que la digitalisation des processus fiscaux engendre de nombreux avantages, notamment une amélioration de la collecte des recettes fiscales, une réduction de la fraude fiscale ainsi qu'une simplification des procédures administratives liées à la fiscalité. De plus, la digitalisation soulève des défis liés à la protection des données personnelles, à la cybersécurité et à l'inclusion numérique des contribuables, en particulier dans les pays en développement. Ainsi, bien que les perspectives offertes par la digitalisation de l'impôt soient prometteuses, il est essentiel d'adopter une approche progressive et inclusive afin de garantir l'efficacité et l'équité du système fiscal à l'ère numérique. Dans cette perspective, de futures recherches empiriques pourront explorer plus en profondeur l'impact de la digitalisation fiscale sur le comportement des contribuables, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'amélioration de la gouvernance fiscale, permettant ainsi d'orienter les décideurs publics dans la conception de politiques fiscales adaptées aux exigences de la transformation digitale.

BIBLIOGRAPHIE

- Aaboub, I., & Maache, M. A. (2024). IMPACTS DE L'OPTIMISATION FISCALE SUR LA PERFORMANCE FINANCIERE DES ENTREPRISES A L'ERE DE LA DIGITALISATION AU MAROC. *Revue Economie, Gestion et Société*, 1(41), Article 41. <https://doi.org/10.48382/IMIST.PRSM/regs-v1i41.46916>
- Adaifi, M., & Lakrarsi, A. (2025, mai). *Digitalisation du système d'information fiscal : Analyse de sa contribution à la performance de la DGI au Maroc*. IJAFAME. <https://doi.org/10.5281/zenodo.15364983>
- Assouline, A.-V. A., & Glon, G. (2018). Fiscalité du digital, digitalisation de la fiscalité. *Revue d'économie financière*, 131(3), 217-232. <https://doi.org/10.3917/ecofi.131.0217>
- Berger, A., & Polezharova, L. V. (2023). Tax on Digital Services : Assessment of the Advantage of the Introduction in Russia. *Finance: Theory and Practice*, 27(1), 54-62. Scopus. <https://doi.org/10.26794/2587-5671-2023-27-1-54-62>
- Boumahdi, L., & Ouashil, M. (2023). L'IMPACT DE LA DIGITALISATION DES SERVICES FISCAUX SUR LA PERFORMANCE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS AU MAROC,. *PUBLIC & NONPROFIT MANAGEMENT REVIEW*, 6(1), Article 1. <https://revues.imist.ma/index.php/PNMReview/article/view/39585>
- Bourreau, M., Caillaud, B., & De Nijs, R. (2018). Taxation of a digital monopoly platform. *Journal of Public Economic Theory*, 20(1), 40-51. Scopus. <https://doi.org/10.1111/jpet.12255>
- Dang, N. T., Andreadakis, S., Nika, P., & Nandy, M. (2024). Breaking the Boundaries in the Digital Age : Open Banking and Tax Evasion. *International Journal of Financial Studies*, 12(3). Scopus. <https://doi.org/10.3390/ijfs12030086>

EL Mostafa EL GHIOUAN, & ADNANI, M. J. E. (2023). *L'impact de la digitalisation sur la performance de l'administration fiscale marocaine.*

<https://doi.org/10.5281/ZENODO.8075810>

Elbourassi, J., & Elabbadi, B. (2022). Les facteurs de l'acceptation des services de L'administration électronique: Revue de littérature Systématique. *REVUE AFRICAINE DE MANAGEMENT*, 1(8). <https://doi.org/10.48424/IMIST.PRSM/ram-v1i8.32849>

Erragzi. (2024). L'impact de la digitalisation sur la performance du système fiscal Marocain : Une revue de littérature. *Revue Dossiers De Recherches en Économie Et Management Des Organisations*, 9(1), Article 1. <https://doi.org/10.34874/PRSM.dremovol9iss1.1403>

Gebre-Mariam, M., & Bygstad, B. (2019). Digitalization mechanisms of health management information systems in developing countries. *Information and Organization*, 29(1), 1-22. <https://doi.org/10.1016/j.infoandorg.2018.12.002>

Girardin, M. (2023). Fiscalité : Revue de littérature juridique à l'usage de l'histoire ancienne. *Dialogues d'histoire ancienne*, 491(1), 109-133. <https://doi.org/10.3917/dha.491.0109>

Girondeau, L. (2021). *Contribution à l'étude de la pénalisation du droit fiscal.* 1-520.

Houda, E. H., Chafik, K., & Mghizou, H. (2023). Tendances technologiques de la Transformation Digitale des Administrations Fiscales à l'Echelle Internationale : Revue de Littérature et Etat des Lieux cas du Maroc. *European Scientific Journal, ESJ*, 19(19), 68-68. <https://doi.org/10.19044/esj.2023.v19n19p68>

Ibouh, M., LAAMRAOUI, S.-E., GRINE, A., & CALABRO, G. (2022). *The Digital transformation of accounting, through implementing blockchain technology: A conceptual model.* 6(4), 47-62.

- Kirova, E. A., Karp, M. V., Samodelko, L. S., & Zakharova, A. V. (2024). Innovative Development of tax Administration in Russia. *Finance: Theory and Practice*, 28(1), 85-97. Scopus. <https://doi.org/10.26794/2587-5671-2024-28-1-85-97>
- Lotfi, B. (2022). *Impact de la transformation digitale sur la performance de l'administration fiscale au Maroc : Cas de la mobilisation des recettes fiscales. 3.*
- Mayburov, I. A. (2019). Challenges and Prospects of Taxation in the Digital Economy : Symposium "Theory and Practice of Tax Reforms" as a Case of Focused Discussion in the Post-Soviet Space. *Journal of Tax Reform*, 5(2), 96-106. Scopus. <https://doi.org/10.15826/jtr.2019.5.2.062>
- Mohammed, A., & Rim, M. (2024). Effet de la digitalisation de fiscalité sur les contribuables : Etude qualitative. *International Journal Of Applied Management And Economics*, 2(11), Article 11. <https://doi.org/10.5281/zenodo.14045271>
- Monnier, J.-M. (2010). *La politique fiscale*. <https://doi.org/10.2307/J.CTV5J01NN.5>
- Mountasser, T., & Abdellatif, M. (2023). *DIGITAL TRANSFORMATION IN PUBLIC ADMINISTRATION: A SYSTEMATIC LITERATURE REVIEW*. 8(10).
- Mpofu, F. Y. (2022). Taxation of the Digital Economy and Direct Digital Service Taxes : Opportunities, Challenges, and Implications for African Countries. *Economies*, 10(9). Scopus. <https://doi.org/10.3390/economies10090219>
- Mpofu, F. Y., & Mhlanga, D. (2022). Digital Financial Inclusion, Digital Financial Services Tax and Financial Inclusion in the Fourth Industrial Revolution Era in Africa. *Economies*, 10(8). Scopus. <https://doi.org/10.3390/economies10080184>
- Oliinyk, Y., Kucheriava, M., Korynyk, L., Dmytrenko, T., Kuzminska, O., & Lagunov, K. (2023). DEVELOPMENT OF INFORMATION SUPPORT FOR FISCAL RISK MANAGEMENT WITHIN CRISES. *Financial and Credit Activity: Problems of*

Theory and Practice, 6(53), 432-450. Scopus.

<https://doi.org/10.55643/fcaptp.6.53.2023.4219>

Omodero, C. O., & Okafor, M. C. (2021). Digital financing and taxation in the 4th industrial revolution : Evidence from nigeria. *Universal Journal of Accounting and Finance*, 9(6), 1594-1601. Scopus. <https://doi.org/10.13189/ujaf.2021.090636>

Opeyemi, A., Stephen, O., Samuel, F., Olokoyo, F., & Damilola, E. (2022). TAX REFORMS, DIGITALIZATION AND GOVERNMENT REVENUE IN NIGERIA. *Asian Economic and Financial Review*, 12(9), 800-815. Scopus. <https://doi.org/10.55493/5002.v12i9.4609>

Pobee, F., Jibril, A. B., & Owusu-Oware, E. (2023). Does taxation of digital financial services adversely affect the financial inclusion agenda? Lessons from a developing country. *Digital Business*, 3(2), 100066. <https://doi.org/10.1016/j.digbus.2023.100066>

Polezharova, L. V., & Krasnobaeva, A. M. (2020). E-Commerce Taxation in Russia : Problems and Approaches. *Journal of Tax Reform*, 6(2), 104-123. Scopus. <https://doi.org/10.15826/jtr.2020.6.2.077>

Pwc.ch/en/publications/2022/tax-disruption-report-2021-2022_EN_web.pdf. (s. d.). Consulté 6 juillet 2025, à l'adresse https://www.pwc.ch/en/publications/2022/tax-disruption-report-2021-2022_EN_web.pdf

Rachad, D., & Kamal, H. (2025). La transformation digitale de la Direction générale des Impôts et la performance : Quel lien ?quel impact ? *Revue Dossiers De Recherches en Économie Et Management Des Organisations*, 9(2), Article 2. <https://doi.org/10.34874/PRSM.dremo-vol9iss2.3180>

ROGERS, E. M., SINGHAL, A., & QUINLAN, M. M. (2009). Diffusion of Innovations. In *An Integrated Approach to Communication Theory and Research* (2^e éd.). Routledge.

- Sahin, I. (2006). Detailed Review of Rogers' Diffusion of Innovations Theory and Educational Technology-Related Studies Based on Rogers' Theory. *Turkish Online Journal of Educational Technology - TOJET*, 5(2), 14-23.
- Samusevych, Y., Račka, I., Vasylieva, T., & Tóth, Á. (2024). Environmental tax reform efficiency : Prerequisites and consequences. *Journal of International Studies*, 17(4), 90-108. Scopus. <https://doi.org/10.14254/2071-8330.2024/17-4/6>
- Twizeyimana, J. D., & Andersson, A. (2019). The public value of E-Government – A literature review. *Government Information Quarterly*, 36(2), 167-178. <https://doi.org/10.1016/j.giq.2019.01.001>
- Wenjuan, li. (2021). The Role of Trust and Risk in Citizens' E-Government Services Adoption : A Perspective of the Extended UTAUT Model. *Sustainability*, 13, 7671. <https://doi.org/10.3390/su13147671>